

INSTITUTION ADOUR

Extrait du Registre des Délibérations
De l'Etablissement Public Territorial de Bassin Institution Adour

Séance du 12 janvier 2016

Aujourd'hui, le douze janvier deux mille seize à 11h30, le Bureau dûment convoqué s'est réuni à la salle des commissions 3 à l'Hôtel du Département des Landes sous la présidence de Monsieur Paul CARRERE

Etaient Présents :

Mesdames Christiane AUTIGEON, Odile LAFITTE, Céline SALLES,
Messieurs Paul CARRERE, Gérard CASTET, Bernard POUBLAN et Bernard SOUDAR.

Etaient excusés et avaient donné procuration :

Etaient excusés : Monsieur Charles PELANNE

OBJET : DOSSIER I - Affaires générales / Gestion des Ressources Humaines : Régime indemnitaire des agents non titulaires

Exposé des motifs :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à La Fonction Publique Territoriale et notamment l'article 88,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du 1^{er} alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,

Vu le Décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité, et l'arrêté interministériel (finances et fonction publique) du 14 janvier 2002 fixant les montants de référence de l'indemnité d'administration et de technicité

Vu le Décret n° 97-1223 du 26 décembre 1997 portant création d'une indemnité d'exercice de missions des préfectures, et l'arrêté ministériel du 24 décembre 2012 fixant les montants de référence de l'indemnité d'exercice de missions des préfectures

Vu le décret n° 2002-63 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires des services déconcentrés, et l'arrêté interministériel du 14 janvier 2002 fixant les montants moyens annuels de l'indemnité forfaitaire pour travaux supplémentaires.

Vu le décret n° 2008-1533 du 22 décembre 2008 relatif à la prime de fonctions et de résultats et l'arrêté ministériel du 22 décembre 2008 relatif à la prime de fonctions et de résultats,

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux, le décret n° 2003-799 du 25 août 2003 relatif à l'indemnité spécifique de service allouée aux ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts et aux fonctionnaires des corps techniques de l'équipement et l'arrêté ministériel du 25 août 2003 fixant les modalités d'application du décret n° 2003-799 du 25 août 2003.

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires territoriaux, le décret n°2009-1558 du 15 décembre 2009 relatif à la prime de service et de rendement allouée à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat, et l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant les montants des primes de service et de rendement allouées à certains fonctionnaires relevant du ministère de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer.

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 5 décembre 2012,

Considérant les montants annuels maxima prévus par les textes susvisés,

Chaque assemblée peut instaurer un régime indemnitaire selon les mêmes dispositions que celles prévues pour les fonctionnaires de l'Etat de corps équivalent ou opter pour la conception d'un système original en respectant le principe selon lequel les agents territoriaux ne peuvent percevoir un montant global de primes supérieur à celui auquel pourraient prétendre les fonctionnaires d'Etat d'un corps équivalent au cadre d'emploi concerné.

Etant entendu qu'au sein de l'Institution Adour les agents non titulaires bénéficient depuis le 5 décembre 2012 d'un régime indemnitaire qu'il convient de modifier afin de permettre son adaptation aux modifications de l'organisation de l'établissement.

Il est donc proposé au Conseil d'Administration d'autoriser le Président de modifier le régime indemnitaire au bénéfice des agents non titulaires de droit public.
Ces primes seront versées par référence :

➤ **POUR LES AGENTS DES FILIERES ADMINISTRATIVES ET SANITAIRES ET SOCIALES**

- ↳ L'Indemnité d'Exercice des Missions de Préfecture (IEMP) telle que définie par le décret n° 97-1223 et 1224 du 26 décembre 1997,

Le coefficient appliqué pour le calcul de l'attribution individuelle ne pourra dépasser 3, en fonction de la manière de servir de l'agent.

Bénéficiaires :

- cadre d'emplois des adjoints administratifs
 - adjoint administratif principal de 1^{ère} et 2^{ème} classe - Montant de référence : 1 478 €
 - adjoint administratif de 1^{ère} et 2^{ème} classe - Montant de référence : 1 153 €
- cadre d'emplois des rédacteurs - Montant de référence : 1 492 €
- cadre d'emplois des attachés - Montant de référence : 1 372,04 €
- cadre d'emplois des animateurs - Montant de référence : 1 492 €

- ↳ L'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT) telle que définie par le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002,

Le montant individuel de la prime ne peut excéder le montant de référence correspondant au grade de l'agent multiplié par 8 attribué par l'autorité territoriale en fonction de la manière de servir.

Bénéficiaires :

- cadre d'emplois des adjoints administratifs
 - adjoint administratif principal de 1^{ère} classe - Montant de référence : 476,10 €
 - adjoint administratif principal de 2^{ème} classe - Montant de référence : 469,66 €
 - adjoint administratif de 1^{ère} classe - Montant de référence : 464,30 €
 - adjoint administratif de 2^{ème} classe - Montant de référence : 449,29 €

- cadre d'emplois des rédacteurs
 - rédacteur principal de 2^{ème} classe jusqu'au 4^{ème} échelon - Montant de référence : 706,62 €
 - rédacteur jusqu'au 5^{ème} échelon - Montant de référence : 588,69 €
- cadre d'emplois des animateurs
 - animateur principal de 2^{ème} classe jusqu'au 4^{ème} échelon - Montant de référence : 706,62 €
 - animateur jusqu'au 5^{ème} échelon - Montant de référence : 588,69 €

↳ L'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS) telle que définie par le décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002,

Le montant maximum des attributions individuelles ne doit pas excéder 8 fois le montant moyen annuel afférent à la catégorie de l'agent, dans la limite de l'enveloppe affectée à cette prime (taux moyen x nombre de bénéficiaires)

Bénéficiaires :

- bénéficiaire des IFTS de 1^{ère} catégorie - Montant de référence : 1 471,18 €
 - Grade d'attaché principal territorial
- bénéficiaire des IFTS de 2^{ème} catégorie - Montant de référence : 1 078,73 €
 - Grade d'attaché territorial
- bénéficiaire des IFTS de 3^{ème} catégorie - Montant de référence : 857,83 €
 - Grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe
 - Grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe à partir du 5^{ème} échelon
 - Grade de rédacteur à partir du 6^{ème} échelon
 - Animateur principal de 1^{ère} classe
 - animateur principal de 2^{ème} classe à partir du 5^{ème} échelon
 - animateur à partir du 6^{ème} échelon

➤ **POUR LES AGENTS DE LA FILIERE TECHNIQUE**

↳ la Prime de Service et de Rendement (PSR) telle que définie par le décret n° 72-18 du 5 janvier 1972 modifié au taux maximum,

Les montants individuels seront modulés sans pouvoir excéder le double des taux moyens et dans la limite du crédit global par grade.

Bénéficiaires :

- Cadre d'emplois des Techniciens
 - technicien principal de 1^{ère} classe - Taux moyen : 1 400 €
 - technicien principal de 2^{ème} classe - Taux moyen : 1 330 €
 - technicien - Taux moyen : 1 010 €
- Cadre d'emplois des Ingénieurs
 - ingénieur principal - Taux moyen : 2 817 €
 - ingénieur - Taux moyen : 1 659 €

↳ **L'Indemnité Spécifique de Service** (ISS) telle que définie par le décret n°91-785 du 6 septembre 1991 modifié,

Le montant individuel de l'indemnité sera fixé par application d'un coefficient de modulation individuelle dans les limites fixées pour chaque grade,

Bénéficiaires :

- Cadre d'emplois des Techniciens
 - technicien principal de 1^{ère} classe - Taux moyen : 6 514,20 €
 - technicien principal de 2^{ème} classe - Taux moyen : 5 790,40 €
 - technicien - Taux moyen : 4 342,80 €
- Cadre d'emplois des Ingénieurs
 - ingénieur principal du 1^{er} au 5^{ème} échelon - Taux moyen : 15 561,70 €
 - ingénieur à compter du 7^{ème} échelon - Taux moyen : 11 942,70 €
 - ingénieur du 1^{er} au 6^{ème} échelon - Taux moyen : 10 133,20 €

En cas de modification des textes cités ci-dessus, les nouveaux textes et leurs modalités seront transposés automatiquement dans l'assise réglementaire du régime indemnitaire des agents de l'Institution Adour.

A titre individuel, toutes primes confondues, l'agent ne pourra se voir allouer un montant de primes supérieur à celui pouvant être versé à un fonctionnaire d'Etat de corps équivalent tel que défini par l'annexe du décret du 6 septembre 1991 susvisé.

Le montant de ces primes sera déterminé en fonction, d'une part, des responsabilités, du niveau d'expertise et des sujétions spéciales liées à l'emploi et, d'autre part, à l'expérience professionnelle.

Dans les limites définies par les textes, les attributions seront modulées par l'autorité territoriale et feront l'objet d'un arrêté individuel d'attribution.

Cette délibération annule et remplace la délibération du 5 décembre 2012 sur le même objet,

Après avis du comité technique paritaire,

Après avis favorable des Commissions,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité,

D E C I D E

Article 1

- Les agents contractuels de droit public de l'établissement public bénéficieront de primes et indemnités dans les conditions suivantes :

➤ **POUR LES AGENTS DES FILIERES ADMINISTRATIVES ET SANITAIRES ET SOCIALES**

- ✎ **L'Indemnité d'Exercice des Missions de Préfecture (IEMP)** telle que définie par le décret n° 97-1223 et 1224 du 26 décembre 1997,

Le coefficient appliqué pour le calcul de l'attribution individuelle ne pourra dépasser 3, en fonction de la manière de servir de l'agent.

Bénéficiaires :

- cadre d'emplois des adjoints administratifs
 - adjoint administratif principal de 1^{ère} et 2^{ème} classe - Montant de référence : 1 478 €
 - adjoint administratif de 1^{ère} et 2^{ème} classe - Montant de référence : 1 153 €
- cadre d'emplois des rédacteurs - Montant de référence : 1 492 €
- cadre d'emplois des attachés - Montant de référence : 1 372,04 €
- cadre d'emplois des animateurs - Montant de référence : 1 492 €

- ✎ **L'Indemnité d'Administration et de Technicité (IAT)** telle que définie par le décret n° 2002-61 du 14 janvier 2002,

Le montant individuel de la prime ne peut excéder le montant de référence correspondant au grade de l'agent multiplié par 8 attribué par l'autorité territoriale en fonction de la manière de servir.

Bénéficiaires :

- cadre d'emplois des adjoints administratifs
 - adjoint administratif principal de 1^{ère} classe - Montant de référence : 476,10 €
 - adjoint administratif principal de 2^{ème} classe - Montant de référence : 469,66 €
 - adjoint administratif de 1^{ère} classe - Montant de référence : 464,30 €
 - adjoint administratif de 2^{ème} classe - Montant de référence : 449,29 €
- cadre d'emplois des rédacteurs
 - rédacteur principal de 2^{ème} classe jusqu'au 4^{ème} échelon - Montant de référence : 706,62 €
 - rédacteur jusqu'au 5^{ème} échelon - Montant de référence : 588,69 €
- cadre d'emplois des animateurs
 - animateur principal de 2^{ème} classe jusqu'au 4^{ème} échelon - Montant de référence : 706,62 €
 - animateur jusqu'au 5^{ème} échelon - Montant de référence : 588,69 €

- ✎ **L'Indemnité Forfaitaire pour Travaux Supplémentaires (IFTS)** telle que définie par le décret n° 2002-62 du 14 janvier 2002,

Le montant maximum des attributions individuelles ne doit pas excéder 8 fois le montant moyen annuel afférent à la catégorie de l'agent, dans la limite de l'enveloppe affectée à cette prime (taux moyen x nombre de bénéficiaires)

Bénéficiaires :

- bénéficiaire des IFTS de 1^{ère} catégorie - Montant de référence : 1 471,18 €
 - Grade d'attaché principal territorial
- bénéficiaire des IFTS de 2^{ème} catégorie - Montant de référence : 1 078,73 €
 - Grade d'attaché territorial

- bénéficiaire des IFTS de 3^{ème} catégorie - Montant de référence : 857,83 €
 - Grade de rédacteur principal de 1^{ère} classe
 - Grade de rédacteur principal de 2^{ème} classe à partir du 5^{ème} échelon
 - Grade de rédacteur à partir du 6^{ème} échelon
 - animateur principal de 1^{ère} classe
 - animateur principal de 2^{ème} classe à partir du 5^{ème} échelon
 - animateur à partir du 6^{ème} échelon

➤ **POUR LES AGENTS DE LA FILIERE TECHNIQUE**

- ↳ **la Prime de Service et de Rendement** (PSR) telle que définie par le décret n° 72-18 du 5 janvier 1972 modifié au taux maximum,

Les montants individuels seront modulés sans pouvoir excéder le double des taux moyens et dans la limite du crédit global par grade.

Bénéficiaires :

- Cadre d'emplois des Techniciens
 - technicien principal de 1^{ère} classe - Taux moyen : 1 400 €
 - technicien principal de 2^{ème} classe - Taux moyen : 1 330 €
 - technicien - Taux moyen : 1 010 €
- Cadre d'emplois des Ingénieurs
 - ingénieur principal - Taux moyen : 2 817 €
 - ingénieur - Taux moyen : 1 659 €

- ↳ **L'Indemnité Spécifique de Service** (ISS) telle que définie par le décret n°91-785 du 6 septembre 1991 modifié,

Le montant individuel de l'indemnité sera fixé par application d'un coefficient de modulation individuelle dans les limites fixées pour chaque grade,

Bénéficiaires :

- Cadre d'emplois des Techniciens
 - technicien principal de 1^{ère} classe - Taux moyen : 6 514,20 €
 - technicien principal de 2^{ème} classe - Taux moyen : 5 790,40 €
 - technicien - Taux moyen : 4 342,80 €
- Cadre d'emplois des Ingénieurs
 - ingénieur principal du 1^{er} au 5^{ème} échelon - Taux moyen : 15 561,70 €
 - ingénieur à compter du 7^{ème} échelon - Taux moyen : 11 942,70 €
 - ingénieur du 1^{er} au 6^{ème} échelon - Taux moyen : 10 133,20 €

- Que ces primes seront versées mensuellement,
- Que ce régime indemnitaire sera versé aux agents au prorata de la durée hebdomadaire légale de travail et du temps partiel,
- D'inscrire les crédits budgétaires nécessaires au versement de ces indemnités au budget de la collectivité ou de l'établissement public et charge l'autorité territoriale de procéder aux attributions individuelles en tenant compte des conditions de versement arrêtées par la présente délibération,
- Que les montants votés seront revalorisés selon les mêmes variations et conditions que celles applicables aux agents de l'Etat (ou subiront le même pourcentage d'augmentation),
- De charger Monsieur le Président de procéder aux attributions individuelles en tenant compte des plafonds déterminés par la réglementation et, éventuellement, des critères d'attribution retenus.

Article 2

Monsieur le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et Délibéré le 12 janvier 2016 à Mont de Marsan

Le Président




INSTITUTION ADOUR
 Département des Landes
 40025 MONT DE MARSAN CEDEX

Paul CARRERE

⚡ *La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'Etat.*